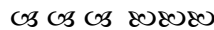


Territoires et ressources des compagnies en France

Daniel URRUTIAGUER, Philippe HENRY et Cyril DUCHENE

mars 2012

16p.



Le spectacle vivant figure en bonne place dans les préoccupations des politiques culturelles publiques, comme l'ont encore montré les Entretiens de Valois conduits au cours de l'année 2008 et clos en 2009. Aujourd'hui, **les conditions de développement du spectacle vivant évoluent dans un contexte économique tendu**. Si les collectivités territoriales et l'État interviennent pour soutenir la création, la production et la diffusion de spectacles, les acteurs privés mais aussi des logiques marchandes influent également de manière significative.

La présente publication est la première contribution d'un appel à propositions de recherche lancé par le DEPS afin **de mieux appréhender et comprendre le fonctionnement socio-économique du spectacle vivant en apportant notamment des éléments de connaissance et d'explicitation des filières et des acteurs** qui constituent le champ.

1. Une typologie inédite des compagnies

Entre injonction d'excellence, ancrage local et rayonnement territorial, **l'activité des compagnies s'organise diversement et leurs ressources varient selon la nature de leur activité majoritaire et son rayonnement**. Construite à partir de **trois variables principales** identifiant le **centre de gravité territorial de la diffusion** des spectacles des compagnies, le **niveau de reconnaissance institutionnelle des établissements d'accueil** des spectacles (production et diffusion) et le **montant du budget annuel** des compagnies, la typologie proposée permet de classer les compagnies en cinq types.

- Les **compagnies régionales (18 % de l'échantillon de 503 compagnies actives)**, dont l'activité se réalise exclusivement ou presque sur le territoire régional d'appartenance, dans des établissements ne disposant d'aucun label du ministère de la Culture et de la Communication et dont la vocation première n'est pas artistique (écoles, maisons des jeunes et de la culture, maisons de quartier, bibliothèques, hôpitaux, prisons etc.).
- Les **compagnies transrégionales (45 %)**, dont l'activité de diffusion de spectacles reste majoritairement située dans la région d'implantation et dans des établissements non labellisés, mais dont une part de l'activité dépend de leur capacité à développer des partenariats hors de celle-ci et avec des établissements labellisés.
- Les **compagnies multirégionales (17 %)**, dont la part d'activité hors de la région d'appartenance est majoritaire, a lieu parfois à l'étranger, et dans 70 % à 80 % des cas, dans des établissements non labellisés.
- Les **compagnies excentrées (8 %)**, dont l'essentiel de l'activité de programmation se déroule hors de la région du siège social, principalement dans des établissements de diffusion labellisés.

Les compagnies de théâtre et de conte sont sur-représentées dans le premier profil dit régional, tandis que les disciplines des arts du cirque, de la marionnette et des arts de la rue sont plus présents dans les autres groupes.

2. Activités et ressources varient selon les quatre principaux types identifiés

L'activité des compagnies de spectacle vivant s'organise principalement autour de la **production de spectacles, la diffusion et l'administration** occupent un rang second, tandis que **l'action culturelle, la formation et la recherche** participent également de leur emploi du temps, dans une ampleur qui varie selon le profil territorial des compagnies.

Les compagnies régionales privilégient les relations de proximité avec la population locale (action culturelle), tandis qu'avec l'élargissement de la zone de diffusion, les compagnies tendent à lui consacrer un moindre investissement.

Les **ressources annuelles des compagnies sont en moyenne croissantes** depuis les compagnies régionales (59 100 €) jusqu'aux compagnies excentrées (266 100 €). Les subventions publiques constituent la première ressource des compagnies régionales et transrégionales tandis que les compagnies excentrées tirent leur ressource principale de la vente de spectacles (55 %).

On observe que la capacité à diffuser les spectacles au-delà de la région d'appartenance reste un critère décisif pour le subventionnement étatique et la diffusion dans des établissements labellisés.

3. Un contexte économique dégradé qui pèse sur l'économie de la filière

Les **effets de la crise économique de 2008-2009 sont perceptibles sur l'économie des compagnies**, qui doivent conjuguer baisse du prix d'achat unitaire des spectacles estimé à – 40 % en moyenne qui se traduit par un double effet de concurrence par les prix et d'une demande accrue de « petites formes », baisse des soutiens publics et hausse du coût de la main-d'œuvre.

Les auteurs formulent diverses **propositions pour conforter l'économie de ces micro-entreprises flexibles en renforçant notamment les partenariats et la coopération** entre organisations. **Différentes modalités d'intervention publique** sont également évoquées : baisse de la TVA pour les interventions pédagogiques, redistribution plus égalitaire des droits au sein de la filière, généralisation d'une taxe sur la billetterie.

L'examen de la filière du spectacle vivant met au jour **les déstabilisations et déséquilibres actuels** suscités par la montée en puissance des logiques de marché et la difficulté des aides publiques à dégager de nouvelles marges.

